

## Evolution et structure de la consommation en Algérie

Doctorante : **HADEFI Fatima Zohra**

Professeur : **FODIL Abdelkrim**

Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed (Algérie)

Faculté des sciences sociales

Département de démographie

**Date de réception** : 24/06/2018 ; **Date de révision** : 12/01/2019 ; **Date d'acceptation** : 31/01/2019

### Résumé :

Cet article traite la question de la consommation et la population en Algérie durant la période 1980 - 2015. Le choix de l'intervalle de temps se justifie d'un côté par l'importance de cette durée notamment sur le plan socio-économique et politique qu'a connu le pays, et d'un autre côté par la disponibilité des données statistiques.

Dans cet article, en premier lieu nous allons exposer les grandes lignes de la consommation chez la population algérienne selon les diverses théories qui ont abordé ce sujet tout en révélant ses déterminants économiques et/ou non économique.

En second lieu nous allons décrire l'évolution de la consommation finale algérienne tout en détectant les principales causes qui fournissent l'explication ainsi que l'analyse de son rythme durant une époque qui a témoigné des événements révolutionnaires.

En troisième lieu nous discuterons la structure et le profil de la consommation des ménages en Algérie selon plusieurs critères tels que le secteur d'habitat, le groupe de produit, le type de logement, le statut d'occupation, la taille du ménage ... en se référant aux données de l'office national de statistiques particulièrement celles des enquêtes nationales sur les dépenses de consommation et le niveau de vie des ménages.

**Mots clés** : Consommation ; Population ; Ménages ; Revenu.

### Evolution and structure of the consumption in Algeria

#### Abstract:

This article treats the question of the consumption and the population in Algeria during the period 1980 -2015. The choice of the time interval is justified on the one side by the importance of this duration in particular in the socio-economic and political level which knew the country and on the other side by the availability of statistical data.

In this article, first of all we are going to present the main lines of the consumption to the Algerian population according to the various theories which raised this subject while revealing its economic and/or not economic determinants.

Secondly we are going to describe the evolution of the Algerian final consumption while detecting the main causes which supply the explanation as well as the analysis of its rhythm during a time which showed revolutionary events.

Thirdly we shall discuss the structure and the profile of the household consumption in Algeria according to various criteria such as the sector of housing environment, the group of products, the type of housing, the status of activity, the size of the household ... by referring to the data of the national office of statistics particularly those of the national inquiries on consumer spending and standard of living of the households.

**Keywords**: Consumption; Population; Households; Income.

#### Introduction :

Au sens général, la consommation est considérée comme un fait social. Elle est un acte primordial de la vie quotidienne des individus quel que soit leurs âges, leur sexe, leurs niveaux et mêmes leurs origines. Elle représente un enjeu majeur pour les études et les recherches en sciences sociales car il est impossible pour cette dernière d'ignorer la complexité de ce phénomène et qui en mêmes temps renvoie à d'autres qui peuvent être de nature économique, sociologique, démographique, psychologique ou religieuse (Garabau-moussaou, I., 2003)

Au sens terminologique la consommation des ménages aussi dite consommation finale est définie comme étant le processus économique qui consiste l'acquisition des biens ou des services destinés à la destruction de manière immédiate ou progressive à travers leur utilisation dans le but d'atteindre la satisfaction de ses besoins (Mulle, J., vanhove, P et Viprey, C., 2000, p. 160)

Pour l'Algérie ce phénomène a témoigné un rythme d'évolution ascendant notamment à l'échelle nationale. Selon les données de l'office national des statistiques, la consommation a souligné un passage d'environ 67 milliards de dinars au début des années quatre-vingt à 6750 milliards de de dinar en 2015. Cette progression est estimée aux alentours de 100 fois. Il est fort possible que cette situation est due principalement aux grands changements qu'a vécus la société algérienne durant cette époque surtout celles de types socio-économiques et politiques.

Le traitement de ce sujet exige des questionnements bien appropriés qui se rapportent directement aux facteurs déterminants de la consommation, la recherche des réponses guide forcément à l'exposition de l'évolution historique des différentes théories de la consommation.

Selon le raisonnement des néoclassiques, la consommation des ménages est basée principalement sur l'existence et la limitation d'un revenu ou d'un budget consacré spécialement à l'acquisition des biens et des services voulus dans un temps déterminé. Alors le ménage se retrouve face à l'obligation de choisir avant toute opération de consommation en suivant un schéma hiérarchique qui précise clairement et strictement les frontières entre ses besoins, ses priorités ainsi que ses préférences. Toujours dans le même ordre d'idée, les décisions prises par le consommateur doivent être guidées par un comportement rationnel et cela ne sera réalisé qu'en atteignant sa maximale satisfaction possible au minimum prix possible. (Fardeheb.A, 1993). La vision de John Maynard Keynes est considérée comme étant la plus célèbre alors qu'il a centré ce phénomène au cœur de sa théorie générale en 1936. L'idée fondamentale de cette approche est de vérifier la nature de la relation existante entre la consommation et le revenu en mettant avant tout l'accent sur le niveau du revenu en le considérant comme élément décisif en question de consommation. Ensuite il encadre cette relation par le concept spécifique appelé propension moyenne à consommer. Cette dernière est représentée par la rapport entre « la consommation finale des ménages et leurs revenus disponibles dans une période donnée » (Belattaf.M, 2017, p. 149). Dans le cadre d'expliquer à quel point il est profond l'impact « des variations du revenu disponible des ménages sur les variations de consommation » (Belattaf.M, p. 149), John Maynard Keynes lance un autre concept qui est la propension marginale à consommer, elle se calcule par le rapport entre l'accroissement de la consommation et l'accroissement du revenu. Pour une meilleure illustration de cette relation il est indispensable d'aborder la loi psychologique fondamentale keynésienne. Elle est basée essentiellement sur le principe que toute augmentation dans le revenu résulte automatiquement un accroissement du niveau de la consommation mais avec un pourcentage inférieur. Cela implique que la hausse du revenu génère forcément le vouloir d'épargne chez les ménages (Belattaf.M, p. 148)

Milton Friedman propose un autre modèle de relation entre la consommation et le revenu. Il considère que la consommation s'établit non plus en fonction du revenu courant mais en fonction du revenu permanent, ce dernier représente le revenu annuel moyen estimé par l'individu en fonction de ses anticipations (Goux.J, 2013, p. 127). Friedman voit que la consommation dépend cruciallement du revenu permanent dans la mesure où les consommateurs font appel à l'épargne et l'emprunt afin de lisser leurs consommations en réaction à des fluctuations temporaires de leurs revenus. Il ajoute aussi qu'en présence d'une augmentation annuelle permanente du salaire, la consommation devrait croître pratiquement proportionnellement (Goux.J, p. 127). L'économiste Simon Kuznets déclare que toute hausse du revenu conduit toujours à un accroissement similaire dans la consommation des ménages la chose qui les pousse à améliorer la qualité de leurs biens et services consommés. D'autre part James Dusenberry accorde une autre approche en donnant la priorité aux facteurs psychologiques par ce qu'on appelle l'effet de démonstration ou bien l'effet d'imitation. Il commence par la répétition des ménages selon des classes sociales des plus pauvres au plus riches. Il considère que les ménages ont tendance à adopter un comportement d'imitation du mode de consommation de ceux de la classe supérieure afin de faire une démonstration de leur statut social. (Belattaf.M, 2017)

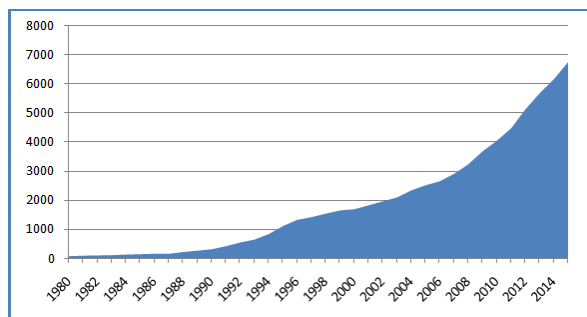
Allant vers un autre modèle intitulé la théorie du cycle de vie. Cette optique est constituée par l'économiste italien Franco Modigliani et ses collaborateurs Albert Ando et Richard Bromberg dans les années cinquante. Les auteurs de cette optique décrivent le comportement dans le temps d'une personne qui consomme, épargne et accumule selon une certaine rationalité. Ils considèrent que l'âge joue un rôle fondamental dans le comportement de consommation des individus.

Avec le début de la vie active, l'individu reçoit un revenu décrit comme faible ou inférieur, donc il arrive à peine à financer ses dépenses de consommation, son épargne est pratiquement négative. Alors l'individu peut également recourir à l'endettement pour faire face à des difficultés financières. Avec le temps et plus il travaille son revenu augmente généralement de façon régulière ce qui l'incite à épargner et construire un patrimoine jusqu'à l'âge de la retraite qui se caractérise par la reprise de la réduction de son

revenu. A cette phase l'individu se met à désépargner dans le but de maintenir son niveau de consommation.(Cyriac .G, 2014)

**Évolution de la consommation finale en Algérie entre 1980 et 2015**

**Figure N °1: Évolution générale de la consommation finale en Algérie entre 1980 et 2015** Unité : en milliards de dinars



Source : réalisé à partir des données de l'office national des statistiques.

La forme générale de la courbe montre clairement que la consommation des ménages algériens a suivi un parcours d'évolution positif entre 1980 -2015 allant de 67.8165 milliards de dinars au début de la période à 6750.3001 milliards de dinars à sa fin ce qui résulte une augmentation estimée à environ 6682 milliards de dinars notons que le rythme était lent au départ ensuite ça poursuit une allure plus rapide.

Globalement cela est la conséquence d'une évolution démographique continue passant d'un effectif de population estimé à environ 18666 à 39963 millions au cours de la période étudiée. Pour analyser et justifier cette évolution il est préférable de répartir cette période en deux phases avec la prise en considération les divers évènements qui se sont produits particulièrement sur l'aspect économique et politique en Algérie.

Alors sur cette base, il est possible de distinguer :

La première période de 1980-1999 : en matière de consommation cette phase s'est caractérisée par une tendance d'évolution progressive vue comme modeste, notons que l'année 1987 a enregistré une baisse d'environ 2.3 milliards de dinars par rapport à l'année précédente, cela est lié certainement au choc pétrolier de 1986 lorsque le prix du baril était de 13 dollars américain sachant que les hydrocarbures reflètent le moteur principal de l'économie algérienne. Aussi bien que cette phase a connu des circonstances critiques avec une direction ascendante de la dette extérieure estimée à environ 20 milliards de dollars dans les années 80 puis atteint 30 milliards de dollars dans les années 90 ( Mahiou.A et Henry.J, 2001) ce qui a conduit inévitablement au rééchelonnement de la dette extérieure à travers le plan d'ajustement structurel suivi par une décision de fermeture d'un nombre important d'entreprises majoritairement déficitaires estimée à environ 800 entreprises économiques publiques. Un effectif de 240000 personnes a été licenciée indiquant que la classe la plus touchée est celle des ouvriers à niveau de qualification inférieure dont 7000 opération a été faite sous forme de retraite anticipée, tandis 170000 sous forme de licenciement directe, mentionnant que le secteur d'industrie a enregistré la plus forte proportion de recul estimée à environ 54 %(Cherif chakib.E, 2002).Ce qui a conduit fatalement à la hausse du taux de chômage de plus de dix points entre 1982 et 1997 allant de 16.3 % à 26.41 %.

La dévaluation de la monnaie nationale a également eu sa part dans l'impact sur l'évolution de la consommation des ménages car elle a été estimée à environ 33 % au mois d'avril de l'année 1994, une démarche qui a acheminé à une évolution accélérée du taux d'inflation. Ce dernier a signalé une proportion de 29.77 % dans la même année ce qui donne une hausse d'environ 20 points par rapport à l'année 1980 qui a enregistré un taux de 9.51 % et par la suite l'augmentation du niveau général des prix.(Ouaragh.L, 1996)

Dans le même sens il est nécessaire d'indiquer qu'une telle situation a des répercussions sur le niveau d'indice des prix à la consommation qui a signalé une augmentation continue passant de 82 en 1980 à 333.9 en 1992 et atteint un niveau de 562.2 en 1999.

Pour l'indice du pouvoir d'achat malgré qu'il a marqué une croissance globale importante durant cette phase en passant de 202.3 à 207.2 ensuite atteint 244.9 pour les années 1980,1987 et 1992 respectivement (Ouaragh.L, 1996) ainsi qu'une amélioration générale de 11 %, ce dernier a témoigné une

tendance contraire estimée à 34 % chez les différents catégories des salariés des entreprises étatiques spécifiquement entre 1993 et 1996.( Mahiou.A et Henry.J, 2001)

La croissance démographique n'est pas sans impact sur la consommation des ménages au niveau national. Alors dans ce cas le rythme lent de l'évolution de la consommation finale entre 1980 et 1999 peut être expliqué par la diminution continue du taux d'accroissement naturel estimé à environ 1.7 point passant de 3.21 % au début de la phase qui a connu le recours à une politique de population en vue de faire baisser les naissances pour atteindre 1.51 % à la fin de la période.

La seconde phase de l'an 2000 à 2015 : contrairement à la phase précédente, la durée entre 2000 et 2015 a témoigné une évolution avec une vitesse de rattrapage. Cela est causé principalement par les détentes à tous les niveaux tels que l'aspect démographique à travers la reprise progressive du taux d'accroissement naturel passant de 1.48 % à 2.15 %.

D'une autre part cela est justifié par l'augmentation primordiale des revenus des ménages tout au long de la période allant de 2104.9673 milliards de dinars à 10510.789 milliards de dinars dû aux augmentations de la part des transferts dans le revenu brut des ménages ainsi que la hausse influente du salaire national minimum garanti qui a signalé une hausse de 25 % au 1/1/2004 pour atteindre 10000 dinars ensuite 20 % en 2007 est touché une valeur de 12000 dinars ,cette dernière a signalé une augmentation de 25 % au 1/1/2007 pour enregistre un montant de 15000 dinars , la date 1/1/2010 a témoigné le même pourcentage pour que le SNMG atteint un niveau de 18000 dinars.

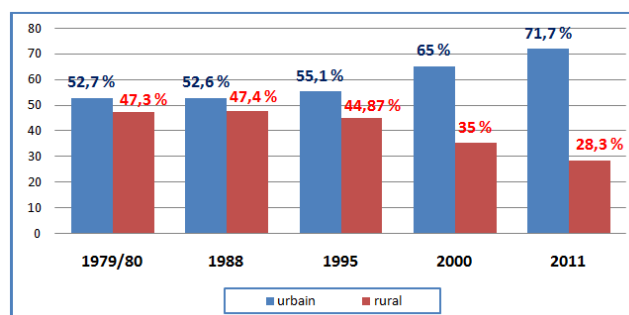
### Structure et profil de la consommation en Algérie

Dans cette partie l'étude est déterminée jusqu' en 2011 au lieu de 2015 et cela est dû au manque de données, en se référant aux rapports des enquêtes nationales sur les dépenses de consommation et le niveau de vie algériens effectuées par l'office national des statistiques dans le but d'identifier le profil de la consommation au niveau national.

### Structure des dépenses annuelles des ménages en Algérie selon le secteur d'habitat entre 1980 et 2011 :

Il est nécessaire d'aborder l'évolution de la consommation des ménages selon la dispersion car elle est considérée comme étant « un marqueur des appartenances et un analyseur des mobilités urbaines ; acheter demande de se déplacer. La consommation représente donc une des sources non négligeable des déplacements urbaines » (Garabau-moussaou.I, 2003, p. 23)

### Figure N°2 : Évolution des dépenses annuelles des ménages en Algérie selon la dispersion entre 1979/80 et 2011



Source : Ouaragh.L, 1996etONS, données statistiques,n°642.

Les données représentées graphiquement à travers la figure N°2 indiquent clairement l'existence d'une inégalité significative en matière de consommation selon le milieu de résidence. L'évolution de la structure des dépenses annuelles est positive dans le secteur urbain au cours des trente années représentées malgré qu'elle a enregistré une stagnation aux alentours de 52 % pour les deux premières années ce qui laisse une proportion de 47 % pour le secteur rural.

A partir de l'année 1988 le secteur urbain amorce une tendance ascendante très progressive passant de 52.6 % l'équivalent de 109.2 milliards de dinars à 55.1 % en 1995. Dans le même contexte la dépense urbaine passe d'une part de 65 % avec une valeur monétaire de 995.6 milliards de dinars à 71.7 % soit 3194.4 milliards de dinars pour les ans 2000 et 2011 respectivement.

En revanche la nature d'évolution chez la population rurale a été complètement opposée avec des proportions décroissantes, elle passe de 47.7 % ce qui égal à 98.2 milliards de dinars en 1988 à 44.8 % soit 446.87 milliards de de dinars en 1995. Puis ça enregistre 35 % soit 535.8 milliards de dinars en 2000 et en fin signale un pourcentage de 28.9 % soit 1295.4 milliards de dinars en 2011.

Cette différence en matière de consommation entre les ménages urbains et les ménages ruraux s'explique prioritairement par l'augmentation considérable du taux d'urbanisation de presque 19 points par un passage de 47.3 % à 66.3 % entre 1988 et 2011 ainsi que par la faiblesse de certains coûts au milieu rural par rapport à l'urbain tels que les prix des produits agricoles, l'habitation, la location et le foncier et même les produits de consommations disponibles sont de variétés limitées.

Autrement dit ,cette situation est la conséquence des primordiaux déséquilibres en matière de distribution des revenus entre les deux secteurs sachant que la population urbaine est largement favorisée avec des revenus qui sont réellement plus élevés aussi bien que la ville offre plus de chances professionnelles.(Ouaragh.L, 1996)

Dans le même sens en 1995, la dépense annuelle moyenne par ménage a enregistré une valeur de 23 1462 dinars à l'échelle nationale, cette dépense varie d'une dispersion à l'autre.Elle est supérieure chez les urbains par rapport aux ruraux, avec une estimation de presque 244149 dinars et 217573 dinars respectivement.

Au cours de la décennie 2000-2011, les dépenses de consommation annuelles moyennes par ménage ont plus que doublé en marquant un passage de 331 117 dinars pour l'année 2000 à 716 591 dinars pour l'année 2011 au niveau national. L'évolution de ces dépenses par secteur d'habitat est quasiment compatible avec un coefficient multiplicateur estimé à environ 2 passant de 293872 dinars à 652003 dinars dans le rural et de 355 353 dinars à 746 585 dinars dans l'urbain entre 2000 et 2011.(ONS , 2011)

Il est également intéressant d'aborder la question de consommation finale en constatant l'évolution de la dépenses annuelle moyenne par tête et par secteur, cet indicateur a poursuit une évolution à dimension haussière continue entre 1979/80 et 2011 estimée à 119 151 dinars

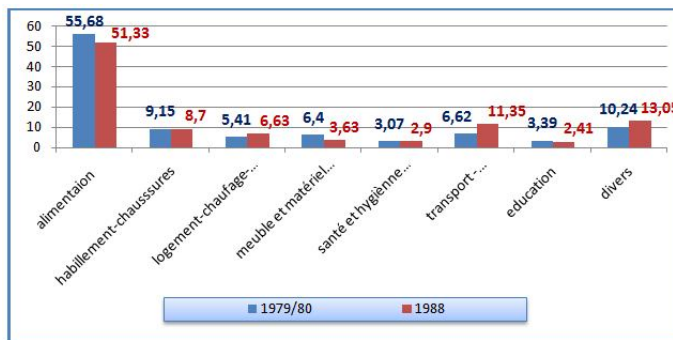
L'évolution de la dépense annuelle par personne selon le milieu géographique a connu la même nature d'évolution avec des disparités remarquables entre les deux secteurs.Elle passe de 3928 dinars en 197/80 à 9884 dinars en 1988 et enregistre 39139 en 1995 dans le milieu urbain.La dispersion rurale a marqué un passage de 2453 dinars à 31443 dinars entre 1979/80 et 1988 ensuite ça signale 104 660 dinars en 1995.

La décennie 2000-2011 s'est caractérisée par une croissance de dépenses annuelles moyennes par tête positive allant de 49 928 dinars à 122274 dinars ,cela coïncide un grand accroissement dans le produit intérieur brut par habitant en réalisant un passage de 136 892.8 dinars à 397 323.6 dinars notons que cette période a connu la décision du paiement anticipé de la dette extérieure ,au moment où la rente pétrolière a atteint des niveaux très élevés avec un prix annuel moyen estimé aux alentours de 100 dollars américain par baril en 2011 selon les données de l'organisation des pays exportateurs du pétrole.

Durant la même période, la dépense annuelle moyenne par personne est passée de 55 718 dinars à 131 231 dinars chez les urbains et de 41 846 dinars à 104 660 dinars chez les ruraux.En grosso modo cette amélioration peut être raisonnée par la hausse des prix à la consommation ainsi que par le changement du mode de vie dû aux transformations socio-économiques et culturelles qu'a connu la société algérienne précisément durant cette décennie.

**Évolution des dépenses annuelles selon les groupes de produits entre 1979/80 et 2011**

**Figure N°3: Évolution des dépenses annuelles des ménages en Algérie par groupes de produits entre 1979/80 et 1988 (en %)**



Source : calcul fait par nous même à partir des données brutes de l'office national statistiques.

Il est évident que chaque ménage essaye de partager son revenu d'une manière optimale afin de satisfaire ses besoins de consommation. Selon la représentation graphique de la figure n°3, il est remarquable que concernant la consommation des algériens par groupes de produits, les ménages consacrent la plus grande part de leurs budgets aux dépenses alimentaires avec des proportions d'environ 56 % et 51 % pour 1979/80 et 1988 respectivement. Malgré cette décroissance de presque 5 points, les dépenses alimentaires occupent toujours la première place dans le cadre des priorités de la population algérienne.

Cette diminution de la part personnalisée aux frais alimentaires est décrite comme étant forcée car les deux catégories transport - communication et logement - charge ont témoigné une hausse d'environ 5 points pour la première en allant de 6.62 % à 11.35 % et d'un point pour la seconde en marquant un passage de 5.41 % à 6.63 % entre les deux enquêtes nationales.

Pour plus de détails les dépenses de consommation alimentaires selon la catégorie socio-professionnelle précisément pour l'année 1988 ont enregistré une part de 54.8 % chez les ouvriers et les manouvres suivi par 50.8 % pour les indépendants. Les cadres moyens et les employés consacrent la moitié de leurs budgets pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

La catégorie employeurs, cadres supérieurs et profession libérale ont occupé le dernier rang par un pourcentage de 42.6 %.

D'une autre part une légère chute est observée dans le groupe réservé à l'éducation en passant de 3.39 % à 2.41 %. Cette modification apportée dans la structure de la consommation est due à la pression sur le revenu par rapport à l'augmentation continue des prix. Tandis que la considérable baisse enregistrée dans la catégorie meuble et matériel ménager peut être expliquée par la pénurie des produits d'électroménagers qui a dominé sur le marché algérien durant cette époque (Ouaragh.L, 1996, p. 228)

**Tableau N°1: Évolution des dépenses annuelles des ménages en Algérie par groupes de produits entre 2000 et 2011 (en %)**

	2000			2011		
	Urbain	Rural	National	Urbain	Rural	National
<b>Alimentation et boissons</b>	45.1	43.7	44.6	40.1	45.9	41.8
<b>Habillement et chaussures</b>	8.9	8.2	8.6	8.2	7.8	8.1
<b>Logements et charges</b>	13.1	14.4	13.6	22	16.3	20.4
<b>Meubles et articles ménagers</b>	3.4	3.4	3.4	2.8	2.5	2.7
<b>Santé et hygiène corporelle</b>	6.4	6	6.3	5	4.3	4.8
<b>Transport et communications</b>	9.5	9.2	9.4	11.5	13.4	12
<b>Education, culture et loisirs</b>	3.9	3.7	3.9	3.6	2.2	3.2
<b>Produits divers et autres dépenses</b>	9.8	11.4	10.4	6.8	7.5	7
<b>Total</b>	100	100	100	100	100	100

Source :ONS, données statistiques, n° 352-642.

Entre 2000-2011, la proportion des dépenses du groupe intitulée alimentation et boissons préservent continuellement le premier classement malgré une diminution d'environ 3 points après son passage de 44.6 % à 41.8 % au niveau national. Le secteur urbain a signalé une décroissance de 5 points passant de 45 % à 40 %. Le milieu rural a témoigné une modeste hausse de presque 2 points allant de 44 % à 46 %.

Durant la même période le groupe logement et charges a occupé le second classement avec des parts allant de 13.5 % à 20.4 % au niveau national, de 13 % à 22 % dans le milieu urbain et de 14 % à 16 % dans le secteur rural. Cette augmentation notable d'environ 7 points peut être justifiée par plusieurs facteurs tels que les différents programmes de logements mis par l'état à travers le lancement de plus d'un million d'unités de logements dans le cadre du plan quinquennal 2005-2009. La livraison des logements au niveau national a chiffré une progression positive de 34 341 unités entre 2007 et 2009 en marquant un passage de 165 312 à 199 653. Ainsi que le lancement des auto- constructions est passé de 28 647 à 33 739 ce qui résulte une croissance de 5092 unités (<http://www.mhuv.gov.dz>, 15/03/2018, 10 h 45 mn.).

En plus les facilités d'accès aux crédits immobiliers à moyen et long terme comme il ne faut pas négliger la place du logement dans la société algérienne car c'est le majeur souci de chaque couple et parfois la condition qui fonde une famille.



Entre 2000 et 2011, les groupes de produits alimentaires et boissons ainsi que la groupe intitulé logements et charges représentent plus des deux tiers des revenus des ménages algériens, ce qui laisse une faible marge pour les autres types de besoins qui ont connu une diminution sauf le groupe transport et communication qui a gagné une place en réalisant une hausse de 2.06 points après son passage de 9.4 % à 12 % pour les années 2000 et 2011 respectivement. Cela peut être interprété par le développement technologique progressif car l'automobile et les différents outils d'informations sont devenus des moyens indispensables dans la vie quotidienne de chaque ménage.

### **Description des dépenses de consommations annuelles en 2011**

#### **Selon la taille du ménage et le nombre d'occupés :**

Il est certain qu'il existe un fort lien entre la taille d'un ménage et son niveau de consommation finale quel que soit le milieu géographique. Pour l'année 2011 elle a enregistré une valeur de 92.2 milliards de dinars ce qui est égal à 2 % chez les ménages composés de 2 personnes maximum. La même proportion a été signalée dans la strate urbaine et rurale. Alors que le plus grand chiffre est destiné aux ménages dont l'effectif est de 5 à 6 individus avec une part estimée aux alentours de 38.6 % soit une valeur de 1731.7 milliards de dinars au niveau national, la meilleure justification pour une telle situation se représente dans l'importance de cette classe qui est de 36.3 % du total des ménages avec un effectif de 13 344 458. Pour la même catégorie et en termes de comparaison entre l'urbain et le rural, une disparité de 7 points est observée avec une proportion de 40.7 % pour le premier et de 33.4 % pour le deuxième, ceci est dû principalement au déséquilibre en matière de répartition de la population car plus de 70 % des ménages résident dans les villes.

L'enquête nationale datée de l'année 2011 a prouvé que la répartition des dépenses de consommations est impactée crucialement par le nombre d'occupés dans le ménage car ceux de 2 occupés et plus consomment un budget de 2192 milliards de dinars avec une part globale de 49 %. La catégorie des ménages à un seul occupé reflète une proportion de 43.4 % soit 1947.1 milliards de dinars. Tandis que le ménage à aucun occupé représente un volume de 350 milliards de dinars soit 7.8 %.

Alors plus le nombre d'occupés dans le ménage est élevé, plus le ménage a plus de sources financières et par la suite ça engendre une croissance dans le niveau générale de la consommation, la chose qui confirme l'existence d'une relation positive directe entre la valeur de la consommation et l'effectif des occupés dans le ménage algérien (ONS, 2011)

#### **Selon le type de construction et le statut d'occupation:**

Les chiffres publiés par l'office national des statistiques affirment qu'une valeur de 3220 milliards de dinars soit 71.7 % est absorbée par les ménages dont le chef est propriétaire ou copropriétaire de leur résidence principale. Selon le secteur d'habitat, cette dépense a marqué une sensible disparité avec une part de 68 % chez les urbains et 80 % chez les ruraux.

La catégorie des locataires accapare le deuxième rang quel que soit en matière de dépenses ou de structure de population. Ils consomment environ 522.4 milliards de DA soit une part de 11.6 % annuellement au niveau national. Elle représente 14.5 % d'ensemble de la population.

Les locataires urbains représentent 18.5 % et consomment 471.8 milliards de dinars soit 15 % des dépenses nationales. Dans le même cadre les locataires ruraux sont de 5 % et leurs dépenses ne dépassent pas 50.6 milliards de dinars soit un environ de 4 %, indiquant que la crise du logement touche plus la vie urbaine par rapport au désir des couples de résider seuls pour garantir leurs indépendance ou par rapport à l'insuffisance d'espace dans l'habitation de la grande famille. Alors que la catégorie des indu-occupant a enregistré la plus faible proportion qui est de 1.8 % à tous les niveaux.

Le type de construction est un signe du niveau de vie et des moyens socio-économique d'un ménage. Les résidents dans des villas ou étage de villas occupent le premier rang avec 43 % du total des ménages soit un effectif de 2 723 201, ils consomment annuellement 2128 milliards de DA soit 47 % de la dépenses globale.

En matière de structure de population le deuxième rang appartient aux ménages qui habitent dans les maisons traditionnelles dont leur effectif est de 11 645 150 soit 31.7 % avec un grand écart estimé à 27 points entre les urbains et les ruraux. Les ménages de cette classe absorbent 26 % du total des dépenses au niveau du territoire national, elle a enregistré 46 % dans le milieu urbain et 17.8 % dans le secteur rural, une disparité compatible avec la répartition de la population précisément pour cette catégorie.

Selon les données exposées dans le rapport de l'enquête nationale en 2011, il est constatable que les habitants dans des immeubles représentent une proportion moins élevées d'environ 21 % soit un effectif de 7 766 357 ce qui les fait occuper le troisième rang avec une importante inégalité estimée à environ 25 points en faveur de la strate urbaine.

Cette catégorie consomme annuellement une valeur de 1 072 milliards de DA soit une part de 24 %. La même dépense a signalé une part de 5 % et 31.5 % pour les urbains et les ruraux respectivement.

En matière de structure de population, la catégorie qui occupe des constructions précaires en tant que logements, elle a signalé la part la plus faible estimé à environ 1.4 % soit un effectif de 516 763. Cette dernière consomme 1 % des dépenses globales ce qui donne 48,9 milliards de DA avec une légère disparité en faveur du secteur rural en signalant 0.9 % et 1.6 %.(ONS , 2011)

### **Conclusion**

L'évolution et la structure de la consommation des ménages en Algérie ont témoigné un parcours vu comme compliqué surtout durant 1980 et 2015, une époque qui a marqué l'histoire économique, sociale, politique et démographique du pays.

Plus que la moitié du volume de la consommation finale est consacrée à la population urbaine avec un rythme de progression très positif estimé à environ 20 points durant toute la période étudiée.

Le premier rang est toujours réservé aux dépenses de consommation des produits alimentaires dans le cadre des priorités des ménages algériens malgré qu'elle a signalé une certaine décroissance estimée à environ 14 points.

Toute croissance démographique impacte crucialement le volume de la demande et par la suite celui de la consommation, ce qui justifie l'énormes évolution des dépenses de consommation qu'a enregistré la société algérienne estimée à environ 100 fois entre 1980 et 2015.

### **Références bibliographiques :**

- 1-Belattaf, M. (2017). Économie générale. Alger, Algérie: OPU.
- 2-Cherif Chakib, E. (2002). Programme d'ajustement structurel et résultats socio-économiques en Algérie. Revue des sciences humaines université de Mentouri Constantine, (18), 39–56.
- 3-Cyriac, G. (2014). Macroéconomie. Paris, France: DUNOD.
- 4-Fardeheb, A. (1993). Economie politique Alger, Algérie: OPU.
- 5-Garabuau-moussaoui, I. (2003). Société, consommations et consommateurs. Paris, France: L'harmattan.
- 6-Goux, J. (2013). Macroéconomie monétaire et financière (7ème éd.). Paris, France: Economica.
- 7-Mahiou, A., & Henry, J. (2001). Où vas l'Algérie ? .Paris, France: Karthala et IREMAM.
- 8-Muller, J., Vanhove, P., & Viprey, C. (2003). DPECF manuel et applications (3ème éd). Paris, France: DUNOD.
- 9-ONS. (2001). données. Statistiques, enquête nationale sur les dépenses de consommation et le niveau de vie des ménages, n° 642.
- 10-Ouaragh, L. (1996). L'économie algérienne à l'épreuve de la démographie. Paris, CEPED.

### **Comment citer cet article par la méthode APA:**

HADEFI Fatima Zohra , FODIL Abdelkrim ( 2018 ) Evolution et structure de la consommation en Algérie. Revue EL-Bahith en Sciences Humaines et Sociales. vol 10 (05) / 2018.Algérie : Université Kasdi Marbah Ouargla , (P.P.235-242)